

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 MULHOUSE CEDEX 01

Mulhouse, le 19/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Vynova PPC SAS

95, Rue du Général de Gaulle
BP 60090
Cedex
68802 Thann

Références : 0006700433_2024_12_10_Vynova_VIIC_EDD
Code AIOT : 0006700433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2024 dans l'établissement Vynova PPC SAS implanté 95, Rue du Général de Gaulle BP 60090 Cedex 68802 Thann. L'inspection a été annoncée le 07/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à la transmission de la mise à jour de l'étude de dangers (EDD) du site, suivie de son examen par l'Inspection.

Elle vise à répondre aux interrogations de l'Inspection transmise préalablement à cette visite, et à s'assurer de la cohérence de l'EDD avec ce qui est observé sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Vynova PPC SAS
- 95, Rue du Général de Gaulle BP 60090 Cedex 68802 Thann
- Code AIOT : 0006700433
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Vynova PPC SAS est installée sur la plateforme industrielle chimique de Thann qu'elle partage avec la société TRONOX. Ces deux entreprises sont classées SEVESO Seuil Haut.

Créé en 1808, la société Vynova PPC SAS emploie environ 240 personnes. Elle dispose de deux secteurs de fabrication à Thann :

- le premier, fonctionnant essentiellement en continu, fabrique du chlore et des dérivés potassiques comme produits de chimie de commodités.
- le deuxième, fonctionnant essentiellement par campagnes, fabrique des produits bromés organiques et minéraux, comme produits de chimie fine.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	EDD (Étude De	Code de l'environnement du	Demande d'action corrective	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	Dangers)	01/03/2017, article L181-25		
2	Vieillessement des équipements	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a permis de s'assurer de la cohérence, sur les points contrôlés, entre l'étude de dangers (EDD) et ce qui a été observé sur le terrain.

Même si aucune non-conformité n'a été relevée au cours de cette visite, des actions correctives ont toutefois été demandées à l'exploitant. Elles visent à confirmer les conclusions de l'EDD et à s'assurer de l'intégration d'une tuyauterie dans le programme d'inspection du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : EDD (Etude De Dangers)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article L181-25
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'EDD
Prescription contrôlée : Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.
Constats : Les éléments en lien avec ce constat sont confidentiels.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'Inspection pour fin avril 2025 une mise à jour de son EDD prenant en compte : <ul style="list-style-type: none"> le calcul de la gravité pour les jardins des maisons atteints par les effets des phénomènes dangereux ; les corrections à apporter sur les calculs de probabilité dans les nœuds papillons du dossier 15 (four et installation HCI).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Vieillessement des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des tuyauteries
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <p>1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé [...]</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;- le programme d'inspection est élaboré avant le 31 décembre 2013. <p>Pour les tuyauteries et les capacités mises en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme d'inspection sont réalisés au plus tard douze mois après la date de mise en service.</p>
Constats : <p>Dans le cadre de la modification de la ligne de distribution de brome réalisée en 2022, la tuyauterie de brome liquide BC-1-T217 a été impactée. Elle rejoint désormais la tuyauterie de brome liquide BC-5-T308.</p> <p>Ces tuyauteries sont suivies via une base de données associée à un dossier papier mis en place pour chaque équipement. Ces éléments ont été consultés lors de l'inspection :</p> <p>1/ Tuyauterie BC-5-T308 : constituée en PVDF, elle a été installée en 2014. Elle bénéficie d'un suivi annuel : vu compte-rendu de la dernière inspection réalisée le 21/08/2024.</p> <p>2/ Tuyauterie BC-1-T217 : constituée en PVDF, elle a été modifiée en avril 2022. Le tracé de la ligne concernée a bien été mis à jour. La tuyauterie bénéficie d'un suivi annuel : vu compte-rendu de la dernière inspection réalisée le 05/08/2024.</p> <p>L'Inspection a également examiné une autre évolution dans l'étude de dangers : la mise en place en 2015 de la ligne de transfert d'HCl aqueux 35 % entre les stockages extérieurs et la cuve de dilution à l'électrolyse.</p> <p>L'état visuel de cette ligne constituée de PVC fretté a été observé lors de l'inspection, il ne fait l'objet d'aucune remarque. Par contre, l'exploitant a constaté début décembre qu'il avait oublié d'intégrer le suivi de cette ligne dans son programme d'inspection.</p> <p>Par email le 19/12/2024, l'exploitant a transmis la preuve de l'intégration de cet équipement dans sa base « Matériel suivi par le service inspection ». Il s'engage par ailleurs à réaliser une inspection au cours du premier trimestre 2025.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra à la DREAL pour fin avril 2025, les résultats de l'inspection réalisée sur la ligne de transfert d'HCl aqueux 35 %.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois